

Le delta du Niger et le Cameroun

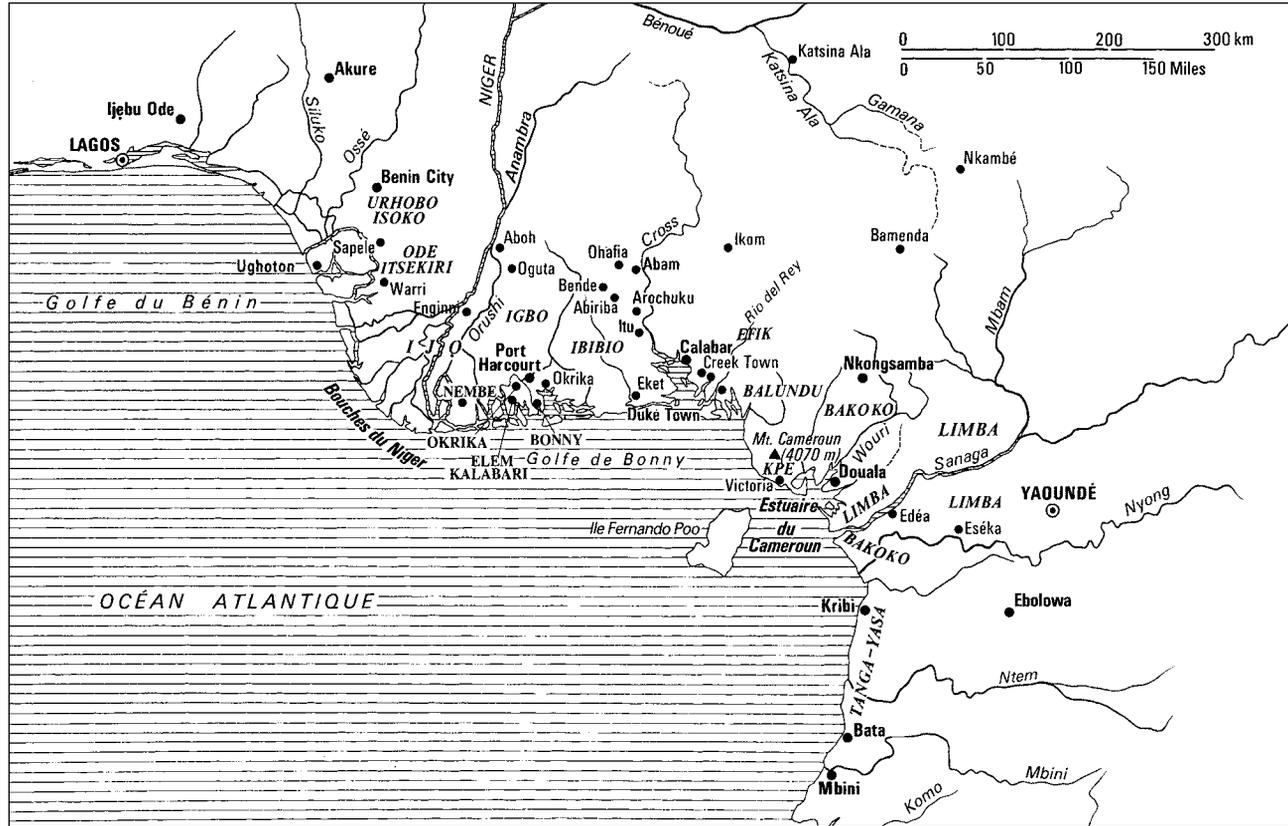
Ebiegberi J. Alagoa
avec des contributions de Lovett Z. Elango
et de Nicolas Metegue N'Nah
pour le Cameroun et le Congo respectivement

La présente étude porte sur la zone et la côte du golfe de Bénin et de la baie de Bonny, l'ancien Biafra, qui s'étend de l'estuaire du Bénin à l'ouest au bassin de l'Ogoué à l'est. À l'ouest, la majeure partie de la région côtière, y compris les marigots et les marécages du delta du Niger, est habitée par les Ijò; de vastes zones du delta ont cependant subi ainsi l'influence du petit royaume d'Itsekiri, situé dans sa partie la plus occidentale. C'est dans l'arrière-pays, immédiatement à l'ouest de cette région, qu'était établi le puissant royaume du Bénin, et que vivaient divers groupes qui lui étaient rattachés par des liens politiques ou culturels. L'immense arrière-pays igbo s'étend de part et d'autre de la partie nord du delta du Niger, sur les deux rives du cours inférieur du fleuve. Le pays igbo est beaucoup plus vaste à l'est du fleuve et se prolonge jusqu'au nord du bassin du Cross.

À l'est du delta du Niger coule le Cross, dont l'estuaire, au XIX^e siècle, était tenu par l'État efik de Calabar. Le reste de la vallée du Cross était et est encore peuplé essentiellement par divers groupes ibibio, et, dans sa partie septentrionale, par une mosaïque de peuples apparentés aux Bantu. La quatrième sous-région comprend la côte du Cameroun et son arrière-pays, à l'est du Cross. La cinquième comprend le bassin de l'Ogoué et les régions avoisinantes de la Guinée équatoriale et du Gabon.

Toutes les populations de la région sont liées entre elles depuis les temps préhistoriques ;elles appartiennent toutes, en effet, à la famille linguistique nigéro-congolaise¹. Les Igbo et les autres populations de la périphérie du

1. J. H. Greenberg, 1966.



27.1. Le delta du Niger et le Cameroun au XIX^e siècle (d'après E. J. Alagoa).

delta du Niger étaient rattachés à la sous-famille des Kwa, alors que les populations de la vallée du Cross, et la plupart des populations côtières du Cameroun et de la Guinée équatoriale, étaient des Bantu. Les Ijò du delta constituaient une sous-famille distincte.

D'anciennes parentés attestées par des similitudes linguistiques, des traditions sur l'origine des peuples et des migrations ont été renforcées, au XIX^e siècle, par des contacts commerciaux². Avant le XIX^e siècle, les routes commerciales traversaient le delta du Niger d'est en ouest, et s'enfonçaient vers l'intérieur où elles rejoignaient d'autres routes qui se dirigeaient vers le nord. Le Niger, le Cross et les autres grands cours d'eau de la région étaient des artères commerciales qui servaient de trait d'union entre les populations installées sur leurs rives et qui recevaient les marchandises acheminées vers eux par les routes de l'intérieur, telles que celles qui reliaient la vallée du Cross à l'arrière-pays camerounais et à la côte, au sud.

Le commerce européen qui se faisait le long de la côte, puis, peu à peu, en remontant les voies d'eau, utilisait les anciens centres commerciaux du littoral pour réceptionner les marchandises de l'intérieur. La présence européenne sur la côte fut, par conséquent, un nouveau facteur d'unité dans l'histoire de la région, par la similitude des problèmes qu'elle posait et des changements auxquels elle incitait. Ainsi, chacune des populations de la région, face aux influences étrangères et au défi de l'intrusion européenne, a été amenée à modifier ou à adapter ses structures sociales, politiques et culturelles. L'influence européenne s'est fait sentir dans les domaines suivants : la traite des esclaves et les effets de son abolition au XIX^e siècle ; le passage de la traite des esclaves au commerce des produits locaux, quelquefois appelé « commerce légitime » ; l'arrivée de missionnaires chrétiens dans la région ; et, enfin, le début de l'impérialisme européen et de la conquête coloniale. Il convient, dès lors, d'analyser ces différents aspects de la question à propos de chaque sous-région, afin de dégager une idée générale de l'histoire de la région dans son ensemble au XIX^e siècle.

Le delta du Niger

L'ouest du delta

Le royaume itsekiri de Warri (Ode Itsekiri) fut, du XV^e siècle au début du XIX^e, le centre commercial et politique le plus important de la partie occidentale du delta du Niger. Les Ijò, établis de part et d'autre des Itsekiri, étaient plus nombreux ; mais ils n'ont pas créé d'entités politiques centralisées suffisamment puissantes pour leur faire réellement concurrence. Dans le proche arrière-pays, les Urhobo et les Isoko étaient, eux aussi, dans une grande mesure organisés en communautés décentralisées,

2. E. J. Alagoa, 1970 ; R. Harris, 1972 ; E. M. Chilver, 1961.



27.2. Un village itsekiri sur la rivière Bénin, dans les années 1890.

[Source : H. Ling Roth, *Great Benin, its custom, art and horrors*, 1903 (illustration originale publiée dans *Globus*, vol. 1, p. XXII), Kings and Sons, Halifax, reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

et fournissaient des esclaves et, ultérieurement, de l'huile de palme et de palmistes aux intermédiaires itsekiri. Cependant, jusqu'au XIX^e siècle, les voyageurs européens considéraient le royaume itsekiri comme une simple « principauté » du royaume du Bénin. Ceux qui se rendaient dans la partie occidentale du delta du Niger remontaient donc habituellement le Bénin jusqu'au port de Gwato (Ughoton), où ils traitaient avec les agents de l'*oba* du Bénin.

À partir de la fin du XVII^e siècle environ, l'influence directe du royaume du Bénin sur la partie occidentale du delta du Niger commence à décliner, et les commerçants européens empruntent les ports du delta situés sur les estuaires du Bénin, de l'Escravos et du Forcados. Vers le début du XIX^e siècle, plusieurs chefs itsekiri quittent Warri (Ode Itsekiri) pour établir des comptoirs sur l'estuaire du Bénin et très vite, le port béninois de Gwato (Ughoton) cesse d'être un centre du commerce extérieur. Ainsi, au cours du XIX^e siècle, les Itsekiri deviennent les véritables maîtres du commerce dans le delta occidental, et ce sont eux qui approvisionnent le royaume du Bénin en marchandises européennes³. Le Bénin, qui essayait de maintenir sa domination sur le royaume itsekiri, exigeait de l'*olu* de Warri le paiement d'un tribut, consistant en articles de traite, sous peine de fermeture des routes commerciales de l'arrière-pays. Olu Akengbuwa put cependant tenir tête à l'*oba* du Bénin, allant même jusqu'à donner asile à un chef

3. P. C. Llyod, 1963; O. Ikime, 1968; A. F. C. Ryder, 1961.



27.3. *Nana Olomu d'Itsekiri.*

[Source: O. Ikime, *Merchant prince of the Niger delta: the rise and fall of Nana Olomu, last governor of the Benin river*, 1968, Heinemann, Londres.]

béninois dissident. Mais à la mort d'Akengbuwa, en 1848, ses sujets crurent qu'il avait été victime de la malédiction de l'*oba*, malédiction à laquelle on attribua aussi le fait que les Itsekiri restèrent privés de chef entre 1848 et 1936.

Olu Akengbuwa avait placé des agents, les « gouverneurs du fleuve », à l'estuaire du Bénin, pour recouvrer les impôts auprès des commerçants européens et fixer le prix des denrées. Au début du XIX^e siècle, les « gouverneurs du fleuve » étaient en fait les chefs les plus élevés dans la hiérarchie, comme l'*iyatsere* [capitaine de guerre] et l'*uwangue* [porte-parole du chef et gardien des insignes royaux]. Mais, dans les années 1840, Akengbuwa confia ces postes à ses fils. En conséquence, après 1848, la procédure de nomination à cette charge devint imprécise, et les consuls et commerçants britanniques intervinrent dans de nombreux conflits. C'est ainsi qu'ils installèrent Diare en 1851, et déposèrent Tsanomi, son successeur, en 1879, parce qu'il avait essayé de forcer les commerçants britanniques à payer un juste prix pour l'huile de palme. Nana Olomu, le dernier et le plus célèbre des « gouverneurs du fleuve » Bénin (1884-1894), dut livrer une guerre sanglante aux fusiliers marins anglais, avant d'être capturé puis exilé à Calabar, en 1894, victime, parmi d'autres, de la conquête du Nigéria par l'Empire britannique.

Les Ijò de l'ouest du delta contrôlaient la plupart des voies navigables. Ne pouvant entrer directement en contact avec les commerçants européens, ils avaient recours à la piraterie, et harcelaient les navires des Européens et des Itsekiri. Cependant, certaines communautés ijò continuaient d'entretenir, à l'échelon local, des relations commerciales avec les Itsekiri et avec les autres groupes. Les Itsekiri fournissaient de la poterie à des communautés ijò, comme les Gbaramatu et les Bassan, et vendaient en outre du sel aux commerçants venus de l'est du delta, qui remontaient ensuite le Niger. Les Ijò d'Egbema et d'Olodiama, qui vivaient dans la région forestière de ce cours supérieur du Bénin, fabriquaient également des pirogues et ramassaient, dans les régions de lagune, du bois à teinture qu'ils allaient vendre à l'ouest, en pays Ijèbu, et même jusqu'à Lagos (Eko). En échange, les Ijèbu leur fournissaient du tissu de fabrication locale. D'autres Ijò échangeaient aussi du poisson sec et du sel, produits préparés également par les Itsekiri, avec les Urhobo, les Isoko et les Igbo, qui vivaient à la périphérie du delta et sur le cours inférieur du Niger.

Au XIX^e siècle, l'ouest du delta n'a pas joué un rôle aussi important que l'est dans l'exportation des esclaves, de l'huile de palme et des palmistes. Ainsi, dans les années 1840, seules deux firmes anglaises commerçaient dans les ports de Bobi et Jakpa; trois autres vinrent s'y ajouter au cours de la décennie suivante. John Beecroft, premier consul de Grande-Bretagne pour le golfe du Bénin et la baie de Bonny en 1849, s'installa à Fernando Poo, près du littoral camerounais et de la partie orientale du delta oriental du Niger. Ce n'est qu'en 1891 qu'un vice-consul fut envoyé à Sapele, dans le delta occidental, pour surveiller la colonisation de cette région de l'arrière-pays nigérian. À cette époque, la ruée sur les territoires africains avait déjà

commencé, et Nana Olomu avait dû se battre pour essayer de l'arrêter. Les missionnaires suivirent le mouvement dans le delta occidental du Niger.

L'est du delta

Les groupes ijò de l'est du delta créèrent des institutions étatiques autour d'un certain nombre de villes ou agglomérations, comme Nembe, Bonny, Elem Kalabari et Okrika⁴. Ces États, ou, pour reprendre la terminologie de K. O. Dike⁵, ces « cités-États », avaient fondé leurs institutions originales à partir d'une base commune, celle des communautés ijò à structures politiques décentralisées de l'ouest et du centre du delta, pour répondre aux conditions écologiques des marais à mangrove de l'est du delta, aux nécessités du commerce avec des contrées éloignées de l'arrière-pays igbo (échange de poisson et de sel contre des ignames, des esclaves et d'autres produits) et du commerce du sel, des objets de poterie, des produits du manioc et des pirogues avec la partie occidentale du delta.

Dans ces États, le commerce lointain et la traite atlantique des esclaves étaient entre les mains des dirigeants politiques, à savoir les rois ou *amanyanabo*, et les « chefs de maison » (chefs des *wari*, unités politiques à caractère familial qui constituaient les cités). Les critères officiels d'avancement dans ce système des maisons facilitaient le recrutement de nouveaux membres, esclaves ou réfugiés.

Il importe de connaître cette situation des États de l'est du delta avant le XIX^e siècle si l'on veut bien comprendre les répercussions qu'ont eues sur eux l'influence et l'intervention européennes qui n'ont cessé de croître au siècle suivant. Ce sont les différences entre les situations initiales qui ont déterminé les différences entre les effets d'influences extérieures similaires qui se sont exercées sur les États du delta, et sur Calabar et la région côtière du Cameroun.

L'abolition de la traite des esclaves par la Grande-Bretagne, en 1807, fut un important facteur de changement. Les efforts des Anglais pour mettre un terme au commerce des esclaves avaient amené des commerçants, des consuls et des officiers de marine britanniques à entreprendre des activités nouvelles et, ce faisant, à nouer un nouveau type de relations avec les États du delta. Tout d'abord, ces efforts entraînaient un renforcement de la présence anglaise dans la baie de Bonny. C'est ainsi qu'en 1827, par exemple, une escadre fut stationnée à Fernando Poo, et qu'en 1849 fut nommé le premier consul britannique, John Beecroft, pour tous les territoires du golfe du Bénin et de la baie de Bonny. En outre, le « Tribunal des commissions mixtes » fut constitué à Freetown (Sierra Leone), pour juger les capitaines des navires négriers capturés et libérer les esclaves. Pour les États du delta, ces faits nouveaux impliquaient la démonstration de la puissance britannique sur leurs eaux, et inauguraient l'ère de la « diplomatie de la canonnière » : les consuls britanniques se servaient de la puissance navale pour négocier des

4. R. Horton, 1969; E. J. Alagoa, 1971a.

5. K. O. Dike, 1956.

conditions avantageuses pour leurs compatriotes commerçants, missionnaires et explorateurs. En fait, les consuls ont continué, en l'intensifiant, surtout après 1850, une politique lancée dans les années 1830 par Edward Nicolls, gouverneur de Fernando Poo, qui consistait à signer des traités avec les chefs locaux⁶. Ces traités stipulaient que les chefs devaient mettre un terme à la traite des esclaves et lui substituer le « commerce légitime » (c'est-à-dire le commerce de denrées autres que les esclaves), énonçaient des règlements pour la conduite du commerce légitime et précisaient les tarifs douaniers (*comey*) que les commerçants devaient payer, ainsi que les subsides que le gouvernement britannique devait verser aux dirigeants locaux qui avaient renoncé à la traite des esclaves.

Tous ces aspects de l'activité britannique sur la côte témoignaient de l'érosion graduelle du pouvoir des dirigeants locaux, érosion particulièrement manifeste quand les consuls et les officiers de marine aidaient les commerçants anglais à créer leur propre système judiciaire, qui se superposait aux lois locales, en instituant les « Courts of Equity », tribunaux composés essentiellement de commerçants britanniques, et auxquels participaient quelques chefs locaux. Naturellement, ces tribunaux étaient placés sous l'autorité des Anglais et non des chefs locaux.

Aux consuls et officiers de marine britanniques, installés sur la côte s'ajoutaient les commerçants et les missionnaires britanniques qui essayaient de pénétrer à l'intérieur du pays, par exemple, en patronnant des voyages d'exploration. Les efforts déployés par les Anglais, pendant plusieurs décennies, pour découvrir le cours et la source du Niger furent couronnés de succès, en 1830, lorsque Richard et John Lander se rendirent d'Aboh à Nembe (Brass) sur l'invitation du roi Boy Amain. Lorsqu'ils purent établir que les nombreux estuaires du delta étaient des voies d'accès au grand fleuve Niger, les Anglais redoublèrent d'intérêt pour une région qui leur ouvrait la route du riche arrière-pays du Nigéria et de l'Afrique occidentale. Pendant les années 1830 et jusqu'à la fin des années 1850, des commerçants britanniques comme McGregor Laird, des hommes guidés par un idéal humanitaire et des missionnaires essayèrent de remonter le delta vers l'intérieur du pays.

Dans la zone orientale du delta, sous la conduite de l'évêque Ajayi Crowther, ancien esclave nigérian, la Church Missionary Society créa des missions à Bonny en 1864, à Twon-Brass, dans le royaume nembe, en 1868, à Elem Kalabari (appelé New Calabar dans les documents) en 1874, et à Okrika en 1880. À Bonny, comme à Nembe, les autorités locales invitaient les missionnaires pour un certain nombre de raisons. Certains voulaient qu'ils ouvrent des écoles où leurs enfants pourraient apprendre à lire, écrire et parler l'anglais pour faciliter leurs relations commerciales avec les firmes britanniques. Ils croyaient, en autorisant l'installation des missionnaires, améliorer leurs relations avec le gouvernement britannique, représenté par les consuls et les officiers de marine, et affermir ainsi leur

6. G. I. Jones, 1963, p. 221-242; E. J. Alagoa et A. Fombo, 1972, p. 90-121.

position dans leurs luttes intestines pour le pouvoir avec les pays voisins. Ces mêmes raisons ont quelquefois commencé à rejeter les missionnaires dans d'autres parties de la zone orientale du delta. C'est ainsi que, après l'installation de la Church Missionary Society à Bonny, Jaja d'Opobo, qui s'était séparé de Bonny en 1869 pour former son propre État, Opobo, ne voulut pas entendre parler de la mission. La création de missions chrétiennes se heurtait cependant à des intérêts puissants, dans chaque État du delta, et, au XIX^e siècle, le christianisme fut un facteur d'agitation sociale. Selon le professeur Dike, le christianisme aurait transformé les esclaves en révolutionnaires qui ont été à l'origine de soulèvements dans ces États; mais des travaux récents ont montré qu'il faut attribuer à d'autres causes sociales et politiques les problèmes que les États du delta ont connus au XIX^e siècle⁷.

Les problèmes sociaux des États du delta peuvent s'expliquer par les difficultés que représentaient, pour les groupes dirigeants, le passage d'une économie fondée sur la traite des esclaves à une économie fondée sur l'huile de palme et les palmistes. Ces groupes, qui pratiquaient la traite de longue date, n'étaient pas conscients de la force des éléments extérieurs qui sous-tendaient le mouvement abolitionniste, et ne pouvaient pas se consacrer entièrement à un commerce nouveau et difficile. Cette réorientation supposait un changement d'habitudes et de méthodes commerciales anciennes, et des relations d'affaires avec de nouveaux commerçants blancs. Sur le plan intérieur, d'autre part, il était relativement difficile de traiter l'huile de palme, et de casser les noix de palme pour en extraire le palmiste. Les commerçants du delta devaient pénétrer plus avant dans l'intérieur du pays, pour atteindre les zones de production, et utiliser des pirogues et une main-d'œuvre plus nombreuse. Cette situation pouvait entraîner la faillite de dirigeants depuis longtemps au pouvoir, et la montée de nouveaux chefs entreprenants. Elle eut trois grandes conséquences: premièrement, les exigences du nouveau commerce entraînèrent une recrudescence de la traite des esclaves à l'intérieur du pays pour la satisfaction des besoins en main-d'œuvre dans les États du delta, deuxièmement, l'essor de nouvelles maisons et de nouveaux chefs perturba l'équilibre politique interne (voir « Les révoltes d'esclaves » de Dike) et, troisièmement, la lutte pour les marchés de l'arrière-pays fut à l'origine de plusieurs guerres entre les États du delta.

L'introduction d'esclaves dans les communautés du delta avait commencé bien avant le XIX^e siècle, et chaque État avait déjà mis au point des modalités d'intégration des nouvelles recrues dans la société. Le nombre des esclaves à intégrer s'est accru au XIX^e siècle, mais, dans la plupart des États, leur acculturation s'est faite selon des méthodes nouvelles et radicales. Dans presque tous les États du delta, on rasait rituellement le crâne du nouvel esclave comme celui d'un nouveau-né pour symboliser sa

7. K. O. Dike, 1956, notamment chapitre V, p. 153-165; E. J. Alagoa, 1971*b*; G. I. Jones, 1963, p. 121-132, 150-161.



27.4. *Le roi Jaja d'Opobo.*

[*Illustration*: Nigerian Information Service Centre, ambassade du Nigéria, Paris.]

nouvelle naissance dans la communauté. Dès lors, il devenait l'enfant d'un des anciens de la famille du chef qui l'avait acheté. L'esclave acquérait ainsi tous les droits d'un membre d'une unité familiale et pouvait, selon ses capacités, grimper dans la hiérarchie du groupe, et même en devenir le chef.

L'appartenance à des sociétés secrètes *ekine* ou *sekiapu* entraînait une acculturation rapide des esclaves sur les plans du folklore et de la langue. Dans certains États, comme Elem Kalabari, les membres d'une milice, les *Koronogbo*, terrorisaient ceux qui n'adoptaient pas complètement ou rapidement leur culture. Dans ces conditions, les esclaves n'avaient pas d'identité sociale propre et ne constituaient pas un groupe suffisamment distinct ni suffisamment victime de mesures discriminatoires pour être amenés à se révolter, ou être capables de le faire.

Cependant, le recrutement d'une main-d'œuvre servile pour le commerce de l'huile de palme gonfla le nombre de personnes dépendant de chefs secondaires, qui finirent par se séparer de leur groupe familial. L'agrandissement de certaines familles par la formation de nouvelles branches se faisait quelquefois aux dépens de familles plus anciennes, que certains de leurs membres quittaient pour d'autres plus prospères, pour des raisons d'endettement ou autres. Cette concurrence pour le commerce et la main-d'œuvre entraîna rapidement une perturbation de l'équilibre des richesses

et du pouvoir politique à l'échelon local. Même dans les familles anciennes, le pouvoir changea de mains. C'est ainsi que, au cours de la période cruciale 1860-1870, Jaja et Oko Jumbo, tous deux descendants d'esclaves, prirent la tête des deux factions royales d'Anna Pepple et de Manilla Pepple, au royaume de Bonny. La lutte pour le pouvoir dans l'État de Bonny, au cours des années 1860, aboutit à la création, en 1869, du nouvel État d'Opobo, dont Jaja fut l'*amanyanabo*, ou le roi. Il convient de noter que le monarque régnant de Bonny, George Pepple (1866-1888), fut incapable de mettre un terme à la lutte des factions.

Elem Kalabari connut, en 1882-1884, une crise semblable à celle de Bonny. Deux factions, l'une et l'autre d'ascendance royale, luttaient pour le pouvoir. La faction d'Amakari l'emporta, et celle de Barboy ou de Will Braide fut obligée d'aller s'installer dans la nouvelle ville de Bakana. Cependant, même le groupe victorieux dut quitter Elem Kalabari, dangereusement proche de l'État rival de Bonny. Deux nouvelles villes furent fondées à la suite de l'éclatement d'Elem Kalabari: Buguma, où résidait Amakiri, le chef supérieur de Kalabari, et Abonnema, toutes deux plus proches des marches de l'arrière-pays.

Dans les deux autres États de l'est du delta, Nembe et Okrika, le système politique ne subit aucune perturbation importante. La seule crise intérieure jamais enregistrée dans l'État de Nembe, au XIX^e siècle, survint lors des funérailles du roi Oekiya, en 1879, où les chrétiens et les adeptes de la religion traditionnelle se disputèrent le droit de pratiquer les rites funèbres sur la dépouille mortelle du défunt. L'accord se fit sur un compromis, et chaque groupe pratiqua ses rites indépendamment de l'autre. Les esclaves et les hommes libres ne constituaient pas des factions distinctes. C'est au XVIII^e siècle que Nembe et Okrika avaient connu de grandes crises politiques, avec l'accession au pouvoir de nouvelles dynasties, celle des Mingi au Nembe et celle des Ado dans l'Okrika. Ces dynasties étaient encore au pouvoir au XIX^e siècle, et aucune opposition puissante ne s'était constituée. Il convient de noter que le commerce de ces deux États avec l'étranger n'atteignait pas le niveau de celui des États de Bonny et d'Elem Kalabari.

Le royaume d'Elem Kalabari semblait être le pivot de l'équilibre du pouvoir dans l'est du delta. Au milieu et vers la fin du XIX^e siècle, il lutta contre Nembe à l'ouest, contre Bonny au sud-est, et contre Okrika à l'est. Ces autres États formaient de temps à autre des alliances, bien qu'Okrika ait supporté difficilement sa situation d'apparente dépendance à l'égard du royaume de Bonny, dont elle utilisait le port pour exporter ses denrées. Le royaume d'Elem Kalabari eut cependant un allié, tout au moins contre l'État de Bonny, après l'installation de Jaja à Opobo, en 1869. Jusqu'à la fin du siècle, Opobo essaya de tenir Bonny loin de ses marchés traditionnels de la vallée de l'Imo. Il devenait donc d'autant plus urgent pour Bonny de chercher d'autres marchés en aval du New Calabar, dans la région d'Obiatuso que l'État d'Elem Kalabari revendiquait, et dans le territoire des Kalabari jusqu'au bas Niger, au nord du pays nembe. Les Kalabari, eux aussi, remon-

tèrent les fleuves Engenni et Orashi dans des territoires précédemment soumis à l'autorité de Nembe.

Les consuls anglais de la côte essayèrent de profiter de ces guerres entre États pour ouvrir la route de l'arrière-pays à leurs compatriotes commerçants et missionnaires. Ils s'arrangeaient pour servir de médiateurs entre les États concernés lors de la conclusion de traités de paix. C'est ainsi que, par leur entremise, des traités furent signés entre les États de Bonny et d'Elem Kalabari en 1871, entre Opobo et Bonny en 1873, Bonny et Elem Kalabari en 1879, Elem Kalabari et Okrika en 1871, et Nembe et Elem Kalabari en 1871. Les guerres que se livraient les États n'ébranlaient pas leur résolution d'empêcher les commerçants européens d'empiéter sur leur zone commerciale ou de porter atteinte à leur souveraineté. Dès 1854, les Anglais entrèrent en conflit avec William Pepple, roi de Bonny, qu'ils durent exiler à Fernando Poo, à Ascension, en Sierra Leone et à Londres. La lutte des factions leur avait servi de prétexte. En 1887, ils ne pouvaient plus l'invoquer lorsqu'ils causèrent la chute de Jaja, roi d'Opobo, qui s'opposait à l'installation des commerçants britanniques dans la vallée de l'Imo. Les dirigeants de Nembe (Brass), royaume situé sur le Nun, bras principal du Niger, étaient mêlés aux querelles opposant les explorateurs et les commerçants anglais aux populations locales depuis les années 1830, lorsqu'on avait tiré sur des citoyens britanniques, et que certains avaient été tués. Mais c'est en 1895 que se produisit la dernière épreuve de force, lorsque les Nembe attaquèrent et détruisirent le principal dépôt de la Royal Niger Company à Akassa, pour protester contre les tentatives faites par la compagnie en vue de monopoliser le commerce entre Akassa (dans le delta) et Lokoja (au confluent du Niger et de la Bénoué). En 1898, le roi d'Okrika, Ibanichuka fut capturé par le consul britannique pour avoir refusé de se plier aux ordres de l'administration du nouveau protectorat du Nigéria du Sud. Le roi de Nembe, Koko, réussit à échapper à la captivité en se cachant dans de lointains villages de son royaume.

Ainsi, vers la fin du XIX^e siècle, le pouvoir était passé aux mains des Britanniques dans la partie orientale du delta du Niger, et, pendant les vingt ou trente premières années du XX^e siècle, ces États ne purent pas couronner de nouveaux rois; mais la perte de leur souveraineté n'entraîna pas leur disparition définitive, ni celle de leurs valeurs et structures culturelles et sociales fondamentales.

L'arrière-pays igbo

Le pays igbo semble s'être longtemps caractérisé par une population relativement dense et par son organisation en petites unités politiques. Ces caractéristiques en faisaient un pays particulièrement vulnérable aux effets destructeurs de la traite des esclaves, dans la mesure où il n'existait pas d'États suffisamment puissants pour protéger leurs ressortissants. De fait, les diverses communautés igbo semblent s'être livrées à des guerres entre groupes, à des incursions, et à des enlèvements d'hommes qu'ils vendaient ensuite aux États du delta et aux Efik de Calabar, qui servaient

d'intermédiaires. En d'autres termes, bien que le pays igbo ait fourni la plupart des esclaves vendus dans les ports de Bonny, d'Elem Kalabari, dans le delta du Niger, et à Calabar, sur l'estuaire du Cross, les Igbo ne sont pas entrés en contact direct avec les Européens avant les dernières années du XIX^e et le début du XX^e siècle. Quand il y a eu contact, ce fut le long des voies navigables comme le Niger, l'Imo et le Cross. Ainsi, les centres commerciaux situés sur ces fleuves, où se rencontraient les intermédiaires de la côte et les commerçants de l'arrière-pays, devinrent mieux connus que le reste du pays. Les Aro, qui contrôlaient les routes commerciales de l'intérieur ainsi que certains marchés où les intermédiaires achetaient des esclaves et, plus tard, de l'huile de palme et des palmistes, devinrent célèbres pour leur aptitude au commerce et les oracles qu'ils rendaient. De même, les villes ndoki d'Akwete et d'Ohombele, sur l'Imo, servaient de centres commerciaux pour les États de Bonny et d'Opobo. Sur le Niger, les États d'Aboh, d'Osomari, d'Oguta, d'Asaba et d'Onitsha se transformèrent en centres de commerce et, partant, en foyers d'influence étrangère et de contacts avec l'extérieur.

Le commerce transatlantique des esclaves, bien qu'il ait été officiellement aboli par les Anglais en 1807, a persisté sur la côte jusqu'aux environs de 1850. Pendant la seconde moitié du siècle, la traite intérieure chez les peuples de la côte s'est développée en raison des exigences du commerce de l'huile de palme. Les demandes similaires de main-d'œuvre pour l'exploitation de l'huile de palme et des palmistes, l'agriculture et les services rituels encouragèrent la persistance de la traite des esclaves dans le pays igbo⁸. La traite et l'esclavage doivent, par conséquent, être considérés comme un important facteur de changement en pays igbo pendant la majeure partie du XIX^e siècle.

Le commerce des esclaves avait un caractère éminemment perturbateur à divers égards. Premièrement, la manière dont on se procurait les esclaves tendait à détruire les structures sociales et politiques. Les hors-la-loi et les délinquants étaient réduits en esclavage. Quelques individus étaient vendus pendant les périodes de famine, ou pour acquitter une dette. Mais il semble que la majorité des esclaves étaient capturés au cours d'enlèvements, de razzias et de guerres. On sait aussi que le prêtre des Aro vendait les personnes qu'il jugeait coupables. Mais le réseau commercial des Aro, qui s'étendait à la majeure partie du pays igbo, se procurait la plupart de ses esclaves au cours de raids effectués par ses alliés mercenaires, les Abam, les Ohaffia, les Abiriba et les Edda. On voit donc que la grande influence exercée par les Aro sur le pays igbo par l'intermédiaire de leur oracle n'a pas eu d'effet unificateur⁹. L'influence des Aro se distingue, par conséquent, par l'élément de violence inhérent à la traite des esclaves, de l'influence religieuse qu'avaient eue précédemment les Nri sur de vastes régions du pays igbo.

8. W. R. G. Horton, 1954; E. Isichei, 1973.

9. S. Ottenberg, 1958; F. I. Ekejiuba, 1972.

De même, dans le domaine économique, les activités agricoles normales ont dû être considérablement perturbées. De plus, comme c'était le cas entre les intermédiaires de la côte et les Européens, ce que les Igbo obtenaient en échange des esclaves qui leur étaient pris n'avait pas de commune mesure avec tout ce qu'ils perdaient du fait de la traite. Les esclaves étaient troqués contre du sel, du poisson, des liqueurs, des armes à feu, des chapeaux, des colliers et des barres de fer, de cuivre et d'airain. Les barres de métal étaient transformées en objets d'étain, cloches rituelles, épées d'apparat, anneaux de chevilles et autres ornements. Cependant, ces approvisionnements se substituaient aux industries locales, et les forgerons akwa tournèrent le dos aux sources locales de métal. De même, l'importation de sel et de tissu mit fin à des industries locales.

Les premiers récits directs sur l'arrière-pays igbo furent rapportés en Europe par Richard et John Lander en 1830, lorsqu'ils passèrent par Onitsha, Asaba et Aboh pour se rendre dans le delta du Niger. Ils furent suivis par d'autres explorateurs, commerçants et missionnaires anglais, en 1841 et en 1854. En 1856, MacGregor Laird créa le premier comptoir à Onitsha, et, en 1879, la United African Company fut constituée à la suite de la fusion de nombreuses firmes britanniques rivales qui tentaient de s'installer le long du Niger. En 1886, une charte royale faisant d'elle la Royal Niger Company lui conféra des pouvoirs administratifs. Elle établit l'un de ses principaux dépôts en territoire igbo à Asaba, et lui adjoignit un poste de police et un comptoir commercial. L'activité des missions auprès des Igbo du Niger avait commencé dès 1856 à Onitsha, sous la conduite de l'évêque Ajayi Crowther et d'autres esclaves libérés venant de la Sierra Leone, dont certains étaient d'origine igbo et membres de la Church Missionary Society. Cependant, la Société des missions africaines (SMA), venue de Lyon, établit des missions catholiques rivales sur la rive occidentale du Niger, à partir des environs de 1880, d'abord à Asaba, puis à Isele-Uku et Ibusa.

Ce sont des commerçants et des missionnaires qui ont pénétré les premiers en pays igbo, en suivant le cours du Niger. Et nous savons qu'ils se heurtèrent à la résistance de la population¹⁰. Chez les Igbo occidentaux, la résistance prit la forme de révoltes organisées par les sociétés secrètes *ekumeku*, entre 1898 et 1911. Dans un premier temps, la Royal Niger Company et, après 1900, le gouvernement du protectorat britannique réprimèrent durement et brutalement toute manifestation de résistance. L'effort le plus spectaculaire des Anglais fut, en 1900, l'expédition contre les Aro, qui occupa 15 500 km² de territoire igbo, et à laquelle participèrent quatre unités venant d'Unwana, Itu, Akwete et Oguta, convergeant vers Bende et Arochukwu. Ainsi, le pays igbo fut officiellement conquis au cours d'une opération peu glorieuse, puisque le système des Aro, attaqué militairement par les Britanniques, n'était finalement qu'un groupe de prêtres et de commerçants travaillant en collaboration. Les forces britanniques ne rencontrèrent aucune

10. F. K. Ekechi, 1972; P. A. Igbafe, 1971.

résistance armée. Le défi lancé par les Aro à l'autorité britannique avait été indirect, c'est-à-dire commercial et idéologique.

Toutes les études actuelles sur la conquête du pays igbo par les Anglais, qui ont défait le système des Aro fondé sur l'oracle et vaincu l'opposition de la société secrète *ekumeku* dans l'arrière-pays asaba, laissent entendre que, par la suite, la société igbo s'ouvrit largement aux influences étrangères. La conversion au christianisme, par exemple, serait devenue « massive » et « spectaculaire ». Selon F. K. Ekechi, « le mouvement de masse le plus déconcertant de la première décennie du XX^e siècle a été attribué en partie aux tentatives faites par les Igbo pour tourner certains aspects de la domination britannique »; alors que, pour Simon Ottenberg, les Igbo auraient été particulièrement réceptifs au changement en raison de leurs structures sociales, de leur mentalité et de leur histoire¹¹. Cependant, rien ne prouve que les Igbo ont réellement abandonné leur culture et leur religion traditionnelles pour embrasser le christianisme plus que ne l'ont fait d'autres groupes comparables du Nigéria et du reste de l'Afrique.

Le bassin du Cross

L'État efik de Calabar, sur l'estuaire du Cross, contrôlait le commerce dans la région qui borde le fleuve. Le long de la côte, sa zone commerciale rejoignait celle de l'État d'Opobo, situé dans le bassin de l'Ibeno et du Qua-Iboe. Cependant, le groupe ethnique le plus important du bassin était celui des Ibibio, d'où venaient la plupart des esclaves exportés à partir de cette zone de la côte. Les produits agricoles, provenant du cours supérieur du Cross et du pays igbo au nord-ouest, atteignaient les marchands efik par l'intermédiaire des Aro, qui tenaient le marché ibibio d'Itu. Cependant, certains des groupes du cours supérieur du Cross, qui essayaient, eux aussi, d'obtenir une part des bénéfices provenant du commerce avec les Efik, interceptaient les marchandises ou faisaient payer des droits. De telle sorte que les Itu, les Umon et les Akunakuna, entre autres, s'opposaient toujours, d'une manière ou d'une autre, aux maisons de commerce de Calabar. Certains des groupes du cours supérieur du Cross entretenaient directement, eux aussi, des relations commerciales avec les populations du nord du Cameroun. Ikom était l'un des centres de commerce avec le Cameroun, ainsi qu'avec les Igbo à l'ouest et avec Calabar au sud.

Bien que l'État de Calabar ait, lui aussi, comme les États du delta, fait le commerce des esclaves, puis de l'huile de palme et des palmistes, il a eu une histoire différente parce que son milieu écologique et sa structure sociale étaient différents. Les deux communautés principales de l'État efik — Duke Town et Creek Town — étaient installées sur la terre ferme, alors que, à l'ouest, leurs voisins vivaient dans les régions marécageuses du delta. Calabar disposait donc d'exploitations agricoles où travaillaient des esclaves,

11. S. Ottenberg, 1959; F. K. Ekechi, 1972, p. XIII.

et qui satisfaisaient certains de leurs besoins, lui fournissant même certains produits d'exportation comme l'huile de palme. Mais la structure sociale de l'État de Calabar ne favorisait pas l'intégration des esclaves dans le système politique. Si les esclaves domestiques vivant dans les villes participaient aussi au commerce extérieur, et pouvaient devenir riches et influents, la société secrète *ekpe* de Calabar leur interdisait l'accès aux grades supérieurs et, par conséquent, au pouvoir de l'État. Cette attitude contrastait avec celle des sociétés *ekine* ou *sekiapu* des États du delta, qui, ouvertes à tous, étaient de véritables agents d'acculturation et d'intégration des esclaves dans la communauté.

Les facteurs extérieurs de changement qu'étaient les commerçants, les consuls et les missionnaires européens, ont exercé une plus grande influence à Calabar. Les commerçants n'ont pas été autorisés d'emblée à créer des comptoirs sur la terre ferme; ils devaient vivre sur des pontons, navires couverts d'un toit et mouillés en permanence sur le fleuve, où ils installèrent leurs logements et leurs bureaux. Ils essayaient d'exercer une certaine influence en faisant crédit aux marchands efik, et recouraient parfois à des sanctions économiques en cessant collectivement tout commerce avec un négociant efik qui avait manqué à ses obligations. Au XIX^e siècle, lorsque les Efik commencèrent à se quereller entre eux, les commerçants intervinrent comme arbitres et faiseurs de rois.

Les missionnaires de l'Église d'Ecosse, installés à Calabar en 1846, formaient une petite colonie autonome, établie à Duke Town et à Creek Town, et composée de cinq ou six missionnaires blancs, d'instituteurs, de domestiques et de convertis. La mission servait d'asile aux réfugiés. Mais les missionnaires observaient aussi la vie locale, adressaient des rapports au consul de Grande-Bretagne, et essayaient d'exercer une influence morale, ou d'intervenir par d'autres moyens.

L'estuaire du Cross étant très accessible à l'escadre préventive britannique, stationnée à Fernando Poo, il fut relativement facile de mettre un terme à la traite des esclaves à Calabar. Un traité d'abolition fut signé, en 1842, en vertu duquel les autorités de Calabar devaient recevoir une subvention annuelle. À partir de 1842, l'influence britannique à Calabar s'accrut graduellement jusqu'à la création d'un protectorat en 1891¹².

L'*obong* de Calabar

Une des raisons de l'intervention britannique à Calabar était la position difficile de son roi, l'*obong*, due à la relative nouveauté de l'institution de la royauté. Des voyageurs qui ont parcouru le delta du Niger et suivi le cours du Cross, au XVIII^e siècle, parlent d'un roi unique pour les pays du delta, mais de « rois » (au pluriel) quand il s'agit de Calabar. Certains de ces dirigeants étaient peut-être des chefs de lignage ou des nobles *ekpe*. La position de l'*obong* (ou roi) ne commença à s'affirmer qu'à partir du début

12. D. Forde (dir. publ.), 1956; K. K. Nair, 1972; A. J. H. Latham, 1973.

du XIX^e siècle. Duke Ephraïm (Efiom) (vers 1800-1834) devint le premier chef supérieur de Duke Town, et le chef le plus puissant des rives du Cross. Eyo Honesty I^{er} de Creek Town (qui mourut en 1820) occupait un rang similaire à Creek Town. En raison de leurs immenses richesses acquises grâce au commerce extérieur, ces deux hommes s'imposèrent à leurs pairs.

La monarchie de Calabar, outre sa nouveauté, était aussi fragile à d'autres égards. En premier lieu, deux rois rivaux étaient en présence, l'un à Duke Town, et l'autre à Creek Town; en second lieu, plusieurs dirigeants politiques membres de la société secrète *ekpe* luttaient pour le pouvoir. Leur rivalité les amena à demander l'arbitrage du consul de Grande-Bretagne, ou de commerçants ou missionnaires britanniques, et, surtout, la charge d'*obong* finit, au XIX^e siècle, par s'identifier au commerce extérieur. Les attributions et l'autorité traditionnelles de l'*obong* étaient limitées; toute son activité se bornait au commerce avec l'étranger. Il recouvrait les redevances ou *comey* auprès des commerçants étrangers, octroyait des droits de mouillage et de commerce aux subrécargues, et déclenchait les procédures judiciaires traditionnelles, si la demande lui en était faite. Le pouvoir de faire les lois et de veiller à leur application appartenait aux chefs de la société secrète *ekpe*. La principale fonction de l'*obong*, au XIX^e siècle, était donc de servir d'intermédiaire entre les communautés locales et les Blancs, d'où l'intérêt que ces derniers portaient à sa nomination.

Les pouvoirs relatifs des rois de Duke Town et de Creek Town varièrent au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Duke Ephraïm de Duke Town (1800-1854) était non seulement le chef le plus riche de la région, mais encore il portait le titre d'*eyamba*, titre le plus élevé dans la hiérarchie de la société *ekpe*. C'est à lui que revenait la plus grande partie du *comey*, dont il partageait le reste entre les autres chefs. Après la mort de Duke Ephraïm, Eyo Honesty II de Creek Town (1836-1858) devint le commerçant le plus influent. En 1852, il percevait déjà les deux tiers du *comey*, alors que le roi de Duke Town n'en percevait que le tiers. Malgré la richesse et l'activité des rois de Creek Town, ceux de Duke Town ont généralement réussi à conserver le titre *eyamba* de la société *ekpe*, leur laissant le second titre, celui d'*obunko*.

Les conflits de succession à Duke Town et Creek Town étaient une grave source de difficultés pour le système politique de la région. Le lignage des Eyo parvint très tôt à asseoir son autorité à Creek Town et à la conserver jusqu'à la fin du siècle. Le lignage rival des Akabom émigra, et fonda Cobham Town. La situation était différente à Duke Town. Lorsque Duke Ephraïm mourut en 1834, il eut pour successeur Eyamba V, c'est-à-dire le cinquième *eyamba* de la société *ekpe*, et non son fils ou un membre de son lignage. Après la mort d'Eyamba V, en 1847, les familles de l'*eyamba* et de Duke Ephraïm se disputèrent le pouvoir. Les Anglais installèrent un troisième candidat, Archibong I^{er}. À la mort de ce dernier, en 1852, les commerçants et le consul reconnurent Ephraïm Duke, provoquant un conflit entre les lignages de Duke d'Eyamba et d'Archibong. Les uns et les autres s'accusaient mutuellement

de sorcellerie et avaient recours à des ordalies, utilisant pour cela un poison à base de grain d'*esera*¹³.

La société *ekpe* et les Bloodmen

La société *ekpe* de Calabar se rattachait à un culte du léopard, pratiqué par de nombreux groupes forestiers de la vallée du Cross et de certaines régions du Cameroun. Ce culte prenait la forme d'une danse masquée à laquelle participaient des jeunes gens vêtus d'une cagoule en raphia, les femmes et les personnes étrangères à la société restant enfermées chez elles. Mais le rôle essentiel des membres était d'examiner des questions sociales au cours de réunions hebdomadaires.

La société *ekpe*, qui, dans les villages de l'arrière-pays, comprenait tous les anciens, devint, dans la vaste société commerçante de Calabar, une organisation secrète et fermée. De plus, elle se hiérarchisa de plus en plus, et ses grades, au nombre de cinq en 1828, passèrent à dix en 1840 et à onze en 1858. À l'origine, les esclaves étaient exclus de la société, mais les esclaves de la troisième génération nés dans les familles de ses membres finirent par être admis aux grades inférieurs. Toutefois, comme il fallait payer une estimation pour accéder à un grade, les hommes libres et fortunés de la noblesse monopolisaient les grades supérieurs, les deux plus élevés étant réservés aux chefs politiques de Duke Town et de Creek Town.

Au XIX^e siècle, la société *ekpe* détenait le pouvoir législatif et exécutif à Calabar, et c'est à ce titre que les Européens l'ont utilisée. Ainsi, en 1850, des missionnaires, des subrécargues et le consul exercèrent des pressions sur les autorités de Calabar, pour qu'elles promulguent une loi de la société *ekpe*, prohibant les sacrifices humains à la mort des chefs. La société *ekpe* peut être considérée comme un atout intéressant dans le système politique de Calabar, dans la mesure où elle regroupait tous les hommes libres, riches et influents au sein d'une même organisation. Mais, vers le milieu du XIX^e siècle, son ostracisme à l'égard des pauvres et de la nombreuse population d'origine servile provoqua des troubles sociaux, les « révoltes d'esclaves », mentionnées par Dike.

L'association des Bloodmen, qui regroupait des esclaves de plantations, fut à l'origine un groupe de pression destiné à empêcher les sacrifices d'esclaves à la mort des rois ou des chefs de lignage. Cette organisation, fondée sur le pacte du sang, a pu se constituer à Calabar, en raison de la concentration des esclaves dans les plantations, et des maux dont ils souffraient. Cette association n'a cependant pas déclenché de révolte pour l'émancipation des esclaves, ou même pour la conquête du pouvoir politique détenu par la société *ekpe*. Tout ce qu'elle a pu faire, c'est organiser un rassemblement à Calabar chaque fois qu'un notable était malade ou mourant, et lorsque des esclaves risquaient d'être sacrifiés ou soumis à l'épreuve du poison. Leur agitation aboutit à la promulgation, par la société *ekpe* en 1850-1851, de la

13. A. J. H. Latham, 1972.

loi contre les sacrifices humains; et le roi Archibong I^{er} jugea nécessaire de s'assurer leur soutien, dans la lutte des factions pour le titre d'*obong*.

Calabar a donc connu une histoire sociale et politique semblable à celle des États du delta pour les types de pression extérieure à laquelle était exposé le système politique, mais différente par la manière dont les problèmes étaient résolus à l'intérieur. La société *ekpe*, la situation de la monarchie et les Bloodmen sont des phénomènes propres à Calabar.

Le littoral camerounais et son arrière-pays¹⁴

La côte du Cameroun, y compris un certain nombre d'îles rocheuses situées au large, se présente généralement sous la forme d'un dédale de marécages, de criques et de bras de mer, auxquels fait immédiatement suite la forêt tropicale humide. Elle est habitée par les trois principaux groupes de Bantu du Nord-Ouest, à savoir les Kpe-Mboko, les Douala-Limba et les Tanga-Yasa¹⁵ divisés en nombreux clans et sous-clans. Ces populations, qui, d'après leurs traditions, auraient des origines communes et des affinités, sont essentiellement composées d'agriculteurs, de pêcheurs et de chasseurs. Elles troquaient le poisson contre des produits agricoles dans les marchés. Elles étaient généralement organisées en villages, mais avaient parfois, à leur tête, des chefs mineurs, notamment les Bubi, les Douala et les Isuwu. Chez les Douala, les Isuwu et d'autres peuples, la société secrète la plus prestigieuse était le *jengu*, fondé sur la vénération des esprits de l'eau¹⁶.

Au XIX^e siècle, comme dans le cas des populations du delta du Niger, toutes ces sociétés bantu du Nord-Ouest subirent la pression des missions chrétiennes, des commerçants et des impérialistes européens. Elles furent surtout en butte aux attaques des abolitionnistes¹⁷ car, au début du siècle, elles comprenaient une caste inférieure d'esclaves, et les efforts entrepris pour abolir l'esclavage les mirent dans une situation économique critique, en les obligeant à trouver, d'une part, des produits comme l'huile de palme et le palmiste, pouvant remplacer les esclaves, et, d'autre part, la main-d'œuvre nécessaire à leur production et à leur transport.

Les Douala du Cameroun vivaient probablement sur la côte dès le XVI^e siècle, mais ne fondèrent un État qu'après avoir soumis et intégré d'autres groupes bantu, à partir de 1706 environ¹⁸. Ils avaient un chef supérieur; mais les commerçants anglais, installés sur le fleuve, durent intervenir, dès 1792 dans un conflit de succession. Ils imposèrent aux

14. Cette section résume une étude du D^r Lovett Z. Elango, maître de conférences au département d'histoire de l'Université de Yaoundé.

15. E. Ardener, 1956, p.39.

16. R. Bureau, 1962, p.107-138.

17. L. Z. Elango, 1974.

18. E. Mveng, 1963.

Douala un candidat de basse extraction, connu sous le nom de King Bell. En 1814, Akwa, candidat plus populaire, et de meilleure naissance, proclama son indépendance. Par conséquent, pendant la majeure partie du XIX^e siècle, les Douala étaient divisés en deux grands groupes, les Bell et les Akwa; et c'est autour des rois Bell et Akwa que gravitait la vie politique des Douala. Ces groupes rivaux étaient subdivisés en « communes » ou « districts ». Mais, pour préserver leur solidarité ethnique face à cette tendance à la scission, les Douala créèrent une nouvelle société, le *ngondo*, assemblée de notables douala comprenant des représentants de tous les conseils des différents villages douala¹⁹.

Sur le versant ouest du mont Cameroun, et sur les rives de la Bimbria, affluent du Cameroun, était installé l'État isuwu de Bimbria, dont l'activité principale était le commerce. Cet État, composé de trois villages ayant à leur tête des chefs de lignage assistés par un conseil de chefs, était connu comme centre commercial secondaire depuis le milieu du XVII^e siècle au moins. Le pouvoir et l'autorité de ces chefs, et de Bimbria lui-même, tenaient à leur rôle d'intermédiaire dans le commerce extérieur. Les chefs de Bimbria tiraient aussi prestige du *jengu*, dont ils étaient membres, et sur lequel ils s'appuyaient.

Le plus riche et le plus célèbre des princes commerçants de Bimbria était Bile, que les Européens appelaient le roi William. Sa mère était issue de la famille dirigeante de Bimbria; mais, dans son enfance, il avait vécu chez son père douala, sur l'embouchure du Cameroun. Conduit à Bimbria par des hommes de sa famille paternelle, il s'attacha à l'aîné de ses oncles maternels, qui l'employa comme émissaire dans les affaires qu'il traitait avec les Européens, en raison de l'expérience qu'il avait acquise chez son père. Bile, fort de ses richesses, de son expérience nouvelle et de son influence, fut désigné comme le successeur logique de son oncle. En 1833, il réussit à convaincre le colonel Nicolls, représentant de la Grande-Bretagne à Fernando Poo, de le reconnaître comme roi de toute la région côtière, qui s'étendait de Bimbria à Rio del Rey, y compris les îles Bubi, et lui offrit en contrepartie de céder cette région à l'Angleterre sous forme de protectorat. Malgré le rejet par les Anglais de cette cession volontaire, Bile conserva le titre de roi jusqu'à sa mort, en 1879. Les États de Douala et de Bimbria nouèrent donc des relations au XIX^e siècle. Ces liens culturels furent renforcés aussi bien par la solidarité des membres du *jengu* que par l'ascendance douala du roi William. Les négociants de Bimbria et de Bell Town coopéraient à l'essor du commerce dans la région du Rio del Rey. Ils créèrent deux routes principales: la première est la route côtière qui traverse les criques reliant les deux zones, et qui est encore très utilisée de nos jours. Certains commerçants douala ou originaires de Bimbria s'étaient installés dans différents villages, situés le long de la route, pour faire du troc avec les populations locales. La seconde route passait par les terres et était empruntée quand la route des criques était dangereuse en raison du mauvais temps et de l'état de la mer. Cette route,

19. V. T. Levine, 1971.



27.5. *La maison du roi Bell, dans les années 1840.*

[Source: Allen et Thompson, *Narrative of an expedition*, 1848, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

qui contournait le mont Cameroun, drainait aussi les ressources en ivoire. Le réseau des routes commerciales de l'arrière-pays des zones commerciales de Bimbia et de Bell Town empiétait sur celui des commerçants efik de Calabar et du Cross, autour du Rio del Rey.

L'unité commerciale de la région Cameroun-Bimbia-Rio del Rey était encore intensifiée par les relations que chacune de ses parties entretenait avec les prairies de Bamenda, dans l'arrière-pays²⁰. Ainsi, un grand nombre des esclaves qui ont atteint la côte entre les années 1820 et 1840 venaient de cette région, et atteignaient Bimbia et le Cameroun en passant par le Rio del Rey. Mais, vers le milieu du XIX^e siècle, les marchands de Bell Town et de Bimbia, qui s'étaient associés, avaient commencé à faire une concurrence pacifique aux grands négociants du Rio del Rey.

Les esclaves qui atteignirent la côte dans les années 1840, et qui, pour la plupart, avaient été capturés au cours de raids des Bali-Chamba dans les prairies de Bamenda, étaient un élément décisif du passage des sociétés côtières de la traite des esclaves au commerce légitime. Sur l'estuaire du Wouri et à Bimbia, tout comme à Calabar et dans le delta du Niger, les esclaves étaient employés à la récolte de l'huile de palme et des palmistes,

20. E. M. Chilver, 1961.

et autres denrées commerciales légitimes. À Bimbia et sur les bords de l'estuaire du Wouri, un système fort bien organisé permettait aux rois William et Bell de louer leurs esclaves à la West African Company de Fernando Poo. Ce système était de nature contractuelle, et constituait une source supplémentaire de richesses pour les deux monarques. Mais, ayant donné lieu à des abus, il provoqua une enquête du Parlement britannique, et amena le roi William à protester non seulement contre la non-rétribution du travail de ses hommes par la Compagnie, mais aussi contre les mauvais traitements qu'elle leur infligeait.

L'intérêt que les Anglais portaient à l'abolition de la traite des esclaves, et à l'institution du commerce légitime, entraîna la signature de traités et la perte progressive de la souveraineté des dirigeants locaux. Malgré le rejet du traité de 1833, conclu entre Nicolls et le roi William, des agents britanniques conclurent, en 1840 et 1844, des traités qui légitimaient leur intervention dans la politique locale. Cette intervention consistait souvent à utiliser des canonniers pour intimider les chefs qui violaient les clauses des traités, ou pour recouvrer des sommes dues à des Européens. En 1852, John Beecroft alla même jusqu'à présider à l'élection d'un nouveau chef d'Akwa. L'intervention et l'arbitrage des Anglais étaient parfois sollicités par des chefs locaux: le roi William, par exemple, y eut recours pour asseoir son autorité à Bimbia et à Rio del Rey. Mais les interventions britanniques avaient le plus souvent pour prétexte le règlement des différends qui opposaient des Européens à des commerçants locaux, à qui ils avaient fait crédit. En 1856, le système d'arbitrage et de règlement des différends entre Africains et Européens avait été institutionnalisé, et relevait d'un tribunal dit « Court of Equity », siégeant à Douala.

Les missionnaires représentaient un élément important de l'influence étrangère. En 1843, la British Baptist Mission Society envoya Joseph Merrick, mulâtre antillais, à Fernando Poo. Ce dernier créa, la même année, une mission à Bell Town, puis à Bimbia²¹ en 1844. Il construisit, peu à peu, avec ses collaborateurs, des églises, des écoles et des ateliers de menuiserie, et ouvrit une imprimerie à Bimbia. Leur prosélytisme suscita bientôt l'opposition des populations locales. Les conflits avec les missionnaires s'intensifièrent, dans les années 1850, avec les épidémies de variole, les guerres interethniques et les famines, à tel point que les Anglais durent intervenir pour protéger les missionnaires et les convertis. Le gouverneur espagnol ayant proclamé le catholicisme officiel de Fernando Poo en 1858, la situation des baptistes devint intenable à Clarence. En conséquence, Alfred Saker fonda, en juin 1858, dans la baie d'Ambas, une nouvelle colonie appelée Victoria. Mais l'opposition locale aux baptistes resta très forte, d'autant plus que de nombreux colons anglo-antillais de Victoria faisaient concurrence aux commerçants de Bimbia.

Dans les années 1860 et 1870, le commerce de la côte du Cameroun périclita, créant un sentiment d'insécurité chez les dirigeants et la constante insubordination des petits chefs locaux. La situation amena alors à solliciter la

21. S. N. Gwei, 1966.

protection de la reine Victoria. C'est dans ces circonstances que les Allemands annexèrent le Cameroun en 1884. La résistance à l'annexion allemande fut presque immédiate et soutenue, dans une certaine mesure, par les Anglais. Elle se durcit encore plus lorsque les chefs comprirent que les Allemands étaient déterminés à pénétrer dans le pays, et, par conséquent, à détruire leur monopole d'intermédiaires. La résistance et les tentatives de pacification ne cessèrent qu'avec le déclenchement de la première guerre mondiale²². Les Anglais, quant à eux, étaient incapables de renverser la situation. Victoria demeura le seul point d'appui anglais; mais, là encore, les missionnaires n'étaient pas en mesure de résister aux harcèlements des Allemands. Victoria fut officiellement cédée à l'Allemagne, le 28 mars 1887. Les Allemands pénétrèrent aussitôt dans l'intérieur jusqu'à la région de Bamenda, pour s'assurer le contrôle du commerce dans l'arrière-pays et le détourner de Calabar, qui commençait à l'attirer.

Le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes²³

Au sud du Cameroun, le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes (bassins du Woleu, de la Noya et du Como vers le nord, bassin de la Nyanga vers le sud) correspondent *grosso modo* aux territoires de la Guinée équatoriale et du Gabon. Recouverte en majeure partie par la forêt équatoriale, cette vaste région, qui confine au bassin du Congo vers le sud et vers l'est, est habitée par l'homme depuis les temps les plus reculés de l'histoire, comme en témoignent les vestiges d'outils en pierre découverts lors des fouilles archéologiques menées, dans divers sites du Gabon, il y a une vingtaine d'années.

Mais, pour l'instant, nous ne savons encore rien des traits physiques, ni des mœurs et du mode de vie de ces premiers habitants de la région. Ils furent peut-être les ancêtres des pygmées que l'on retrouve actuellement éparpillés par petits groupes dans la forêt, où ils vivent de la chasse et de la pêche, dont le produit alimente les échanges, sous forme de troc, qu'ils entretiennent avec les peuples bantu voisins.

Ces derniers formaient, au XIX^e siècle, de nombreuses entités politiques plus ou moins importantes: villages-États (Fang, Kélé, Séké, Benga), confédérations (Mpongwé, Gisir, Punu, Obamba) et royaumes (Nkomi, Orungu, Galwa à partir de 1860)²⁴. À l'intérieur de ces entités politiques, les différents peuples se livraient à diverses activités: agriculture itinérante sur brûlis, chasse, pêche et artisanat. Ce dernier se distinguait surtout par la qualité de ses produits, tels les objets en fer fabriqués par les Fang — qui étaient considérés, au XIX^e siècle, par les voyageurs européens comme les meilleurs forgerons de la région — et les étoffes tissées par les peuples du

22. H. R. Rudin, 1938; R. A. Joseph, 1974.

23. Cette section résume une étude de Nicolas Metegue N'Nhah, chef du département d'histoire de l'Université de Libreville.

24. Voir N. Metegue N'Nhah, 1979. Il faut souligner que, jusqu'au XVII^e siècle, les royaumes tyo et vili englobaient de vastes régions de l'actuel Gabon.

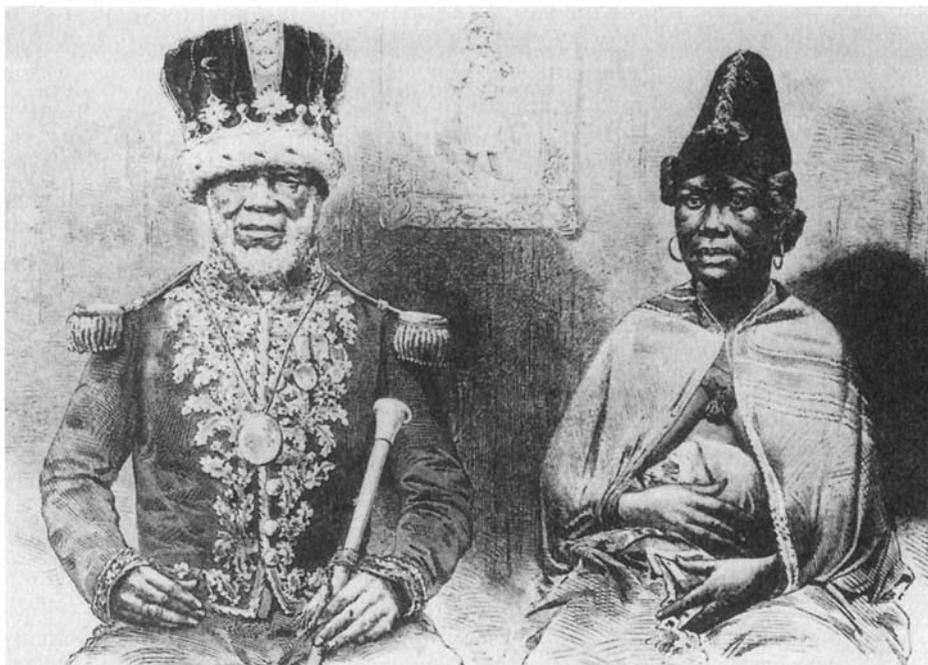


27.6. Ouassengo, commerçant de l'Ogoué, tenant des défenses d'éléphant et entouré de ses femmes.

[Source : E. M'Bokolo, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale*, 1981, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris. Illustration reproduite d'après Griffon du Bellay, « Le Gabon », *Le tour du monde*, 1865 (détenteur des droits afférents à cette photo inconnu).]

haut Ngunyi (Gisir Apindji et Mitsogo, notamment). Les produits de ces activités économiques alimentaient d'importants échanges commerciaux entre les différentes communautés. Ainsi, entre la confédération mpongwé, dans l'estuaire du Como, et le royaume orungu, dans le delta de l'Ogoué, s'effectuait un commerce actif de farine de manioc et de poisson séché; du haut Ngunyi descendaient jusqu'à la côte, par l'Ogoué et par le Rembo-Nkomi, les fameux *bongo*, produits des tisserands de l'arrière-pays; enfin, du littoral atlantique partaient, vers l'intérieur du pays, des convois chargés de ballots de sel, de fabrication locale. Après l'arrivée des Portugais sur la côte, en 1471, ces échanges commerciaux s'intensifièrent au point de devenir la principale activité des peuples côtiers aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, la pacotille européenne (fusils, boissons alcoolisées, étoffes, verroterie, bibelots divers) étant surtout troquée contre les esclaves, l'ivoire, l'huile de palme, le caoutchouc, l'ébène et le séquoia.

Ce développement de l'activité commerciale sur la côte eut des conséquences importantes. D'une part, il provoqua la migration de certains peuples comme les Fang, qui, de la région englobant le nord Gabon, le sud Cameroun



27.7. Antchuwe Kowe Rapontchombo (le « roi Denis »), un souverain des bords de l'Ogoué, avec sa grande femme.

[Source: E. M'Bokolo, *Noirs et Blancs en Afrique équatoriale*, 1981, Éditions de l'École des hautes Études en sciences sociales, Paris. Illustration reproduite d'après Griffon du Bellay, « Le Gabon », *Le tour du monde*, 1865 (détenteur des droits afférents à cette photo inconnu).]

et l'est de la Guinée équatoriale, où ils étaient installés depuis longtemps, se dirigèrent vers la côte, précédés par les Kélé, et poussèrent jusqu'à Eliva Nkomi (lagune du Fernan-Vaz), qu'ils atteignirent à la fin du XIX^e siècle. D'autre part, il fut à l'origine d'une profonde mutation des sociétés autochtones. À l'ancienne structure sociale, marquée par les liens de sang et laissant apparaître dans chaque clan trois classes sociales, à savoir les pur-sang (*fumu* en punu, *awo-ntche* en omyene, *atem bo bayong* en fang), les métèques (*awoga* en omyene, *mintobe* en fang) et les esclaves, commença à se substituer une autre stratification sociale fondée sur la fortune, et mettant en relief, à côté d'une classe moyenne et du bas peuple, une bourgeoisie commerçante composée essentiellement des chefs et des notables qui monopolisaient le grand commerce.

Cette évolution sociale, peu marquée chez les peuples de l'intérieur du pays au début du XIX^e siècle, était plus accentuée sur la côte, où furent signés, à partir de 1839²⁵ les traités qui donnèrent naissance au comptoir français du

25. Le premier traité d'occupation coloniale, signé dans la région étudiée, fut conclu le 9 février 1839 par E. Bouët-Willamez et Antchuwe Kowe Rapontchombo, alias « roi Denis ».

Gabon, dont Libreville, fondée en 1849 à l'embouchure du Como, devint le chef-lieu. De cet établissement partirent très tôt de nombreuses missions d'exploration qui étendirent les possessions françaises loin vers l'intérieur du pays, faisant du Gabon la porte de pénétration européenne en Afrique centrale : voyages de Paul Belloni du Chaillu (1856-1859 et 1863-1865), de Serval et Griffon du Bellay (1862), d'Aymes (1867), d'Alfred Marche et du marquis de Compiègne (1873-1874), de Pierre Savorgnan de Brazza (1875-1878, 1879-1882 et 1883-1885), de Paul Crampel (1888-1889), de Fourneau et Dolisie (1889). Vers le nord, les Français se heurtèrent aux Espagnols qui, établis à Fernando Poo depuis 1778, lancèrent plusieurs expéditions dans le Rio Muni, notamment celles de Nicolas Mantorela et Guillemar de Aragon (1845), de Manuel Iradier, Ossorio et Montes de Oca (1884).

Pendant qu'avancait l'exploration du pays et malgré la résistance opposée par les autochtones à la pénétration européenne dès son début, des traités étaient conclus avec certains chefs, et des commerçants et missionnaires occidentaux s'implantaient dans les différentes régions. Vers 1882, le bassin de l'Ogoué et les régions environnantes comptaient plus de quatre-vingt-dix établissements commerciaux appartenant, pour l'essentiel, aux compagnies anglaises (John Holt, Hatton et Cookson), allemandes (Woermann, Schulze, Lübke, Küderling), espagnoles (Transatlantica) et françaises (Dubarry Frères). On y dénombrait, en outre, plus d'une vingtaine de stations missionnaires et à peu près un nombre équivalent d'écoles exclusivement confessionnelles.

Mais, malgré cette pénétration profonde de l'influence occidentale, les sociétés autochtones surent conserver leur originalité. Il faut en effet dire que, vers la fin du XIX^e siècle, de vastes régions restaient peu touchées par ces influences extérieures. Et, là où celles-ci étaient déjà très fortes, comme sur la côte, elles butaient contre les éléments irréductibles que leur opposaient les cultures locales. Ainsi, l'apport massif d'évangélisation des populations se heurtait à la pratique de cultes autochtones largement répandus comme le *Bwiti*, le *Bieri* et l'*Ombwiri*, ainsi qu'à certains usages comme la polygamie.

Conclusion

Ainsi le XIX^e siècle vit les Anglais étendre peu à peu leur influence sur une grande partie de la région, et les Français puis les Allemands prendre pied au Cameroun. Il est clair cependant que l'arrière-pays a échappé à l'influence directe de l'Europe jusqu'à la fin du siècle. D'ailleurs, même la conquête des régions côtières, qui avaient été en contact direct avec les commerçants européens longtemps avant le XIX^e siècle, n'a pas été facile ; et leur histoire interne a été déterminée par des facteurs locaux, et souvent par leurs relations avec les États voisins. Ainsi, bien que toutes les communautés de la côte aient pris part au commerce extérieur, chacune d'elles a mis en place des institutions différentes pour limiter son impact,

et les problèmes communs ont été résolus dans des contextes historiques et culturels distincts. L'institution des *wari*, ou maisons, dans les États du delta, était différente de celle des Efik du Cross River, qui ont adapté à de nouvelles fonctions la société *ekpe* des populations de l'intérieur. Dans des circonstances semblables, les populations côtières du Cameroun créèrent la société des *jengu*, qui était différente de la société secrète *ekpe* des Efik, et de la société ouverte des porteurs de masques *ekine* ou *sekiapu* des États du delta, ou *bwiti*, *bieri* et *ombwiri* du bassin de l'Ogoué et du Gabon.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que, au XIX^e siècle, malgré l'importance du commerce extérieur des esclaves, puis de l'huile de palme et du palmiste dans le développement de ces communautés, l'économie de la majorité de la population reposait essentiellement sur le commerce intérieur et l'échange de produits agricoles entre les différents groupes. Dans le domaine politique, les facteurs culturels internes dominaient encore, même le long de la côte : les Itsekiri du delta occidental du Niger considéraient encore la malédiction de l'*oba* du Bénin comme un facteur historique déterminant, malgré la souveraineté de fait et les succès commerciaux extérieurs acquis au XIX^e siècle par le royaume de Warri.

En résumé, l'importance accordée aux forces extérieures — commerce européen, action des missionnaires et conquête coloniale — ne devrait pas masquer la primauté des facteurs internes dans l'histoire des populations installées entre le delta du Niger et le bassin de l'Ogoué au XIX^e siècle. En d'autres termes, les facteurs externes n'avaient absolument pas de conséquences profondes immédiates, et les populations ont continué de jouir d'une certaine autonomie dans la plupart des aspects de leur existence. Cette autonomie, essentielle par rapport à l'empire naissant du monde occidental, devait se maintenir pendant toute la période coloniale, de sorte que les populations locales n'ont pas entièrement perdu leur culture, leurs institutions et leur identité.